précisé que le "non-transfert" visait non seulement les missiles de croisière et les Pershing II, mais aussi le Trident D-5, que les États-Unis ont convenu de fournir à la Grande-Bretagne et qui constitue la pièce maîtresse du projet de modernisation des forces nucléaires britanniques.

En deuxième lieu, les gouvernements britannique et français devaient s'engager à ne pas "accroître" leurs forces durant la période où l'URSS et les États-Unis réduiraient leurs INF. Mais les Soviétiques n'ont pas assimilé "accroissement" à "modernisation", pas plus qu'ils n'ont précisé les niveaux au-dessus desquels toute augmentation des forces britanniques et françaises constituerait un "accroissement" inacceptable.

En troisième lieu, la proposition soviétique exigeait de la Grande-Bretagne et de la France qu'elles participent ultérieurement à la réduction globale des armes nucléaires. Des porte-parole soviétiques ont par la suite précisé que cette proposition faisait droit à une politique

suivie depuis longtemps par ces deux pays.

Ces derniers soutiennent en effet qu'il existe une telle disparité entre leurs propres forces "de dissuasion minimale" et celles des superpuissances qu'une participation britannique et française à des réductions proportionnées reste impensable tant que les États-Unis et l'URSS n'auront pas sensiblement réduit leurs arsenaux. Il semble donc que la proposition soviétique tienne compte de cette revendication, la Grande-Bretagne et la France n'étant tenues de participer au processus global qu'après d'importantes réductions de la part des États-Unis et de l'Union soviétique.

La réponse des États-Unis

Après avoir rejeté la proposition initiale de l'URSS, laquelle tendait à inclure les forces américaines en Europe dans la catégorie des armes "stratégiques", les États-Unis ont formulé une réponse qui mettait dans la balance leurs missiles sol-sol à portée intermédiaire (Pershing II et GLCM) et les SS-20 soviétiques. Par là même, Washington refusait d'inclure, dans le champ des négociations, les avions et les sous-marins à capacité nucléaire déployés en Europe et à proximité de celle-ci. En outre, les États-Unis ont maintenu qu'ils ne peuvent pas négocier au nom de la Grande-Bretagne et de la France, dont les forces de frappe respectives ne sauraient, par conséquent, entrer en ligne de compte dans un accord américano-soviétique sur les INF.

Ensuite, la réponse américaine a insisté sur l'existence d'un lien entre la limitation des INF en Europe et à l'échelle "globale". Deux principaux facteurs soustendaient cette position. Les États-Unis estimaient tout d'abord que les SS-20 mobiles stationnés en Asie soviétique pourraient être tournés vers l'Europe occidentale, soit clandestinement, soit ouvertement en période de crise. (Les Soviétiques ont répliqué que les SS-20 en Asie faisaient contrepoids aux déploiements américains dans le Pacifique et qu'il serait de toute façon tout aussi facile pour les États-Unis de ramener les GLCM

et Pershing II en Europe depuis l'Amérique du Nord en temps de crise.)

Le second facteur qui comptait aux yeux du gouvernement Reagan était l'attitude du Japon, voire d'autres alliés asiatiques. Pendant la ronde de consultations que Washington avait menée avant de répondre à M. Gorbatchev, le Japon s'était élevé contre l'hypothèse d'un accord sur la réduction des INF en Europe qui ne limiterait aucunement les déploiements en Asie et qui risquerait même de les favoriser.

Nonobstant ces réserves, la possibilité de conclure un accord sur les INF intéressait nettement les États-Unis au début de 1986. Car l'offre des Soviétiques, outre qu'elle réglait la question de savoir comment définir le terme "stratégique", concédait à Washington deux points importants : elle excluait les forces britanniques et françaises, et elle restreignait aux seuls missiles à portée intermédiaire l'application d'un accord éventuel. Qui plus est, les Soviétiques se montrant disposés à considérer séparément la réduction des INF et le débat sur les recherches admissibles dans le cadre de l'IDS, une occasion se présentait d'en arriver rapidement à un accord sur la limitation des armements. D'aucuns estimaient cette conjoncture assez favorable en soi pour garantir le succès d'une seconde réunion au sommet entre MM.

C'est ainsi qu'en février 1986, le président Reagan a formulé une contre-proposition axée sur trois éléments : élimination des SS-20, GLCM et Pershing II sur une période de trois ans avec réduction "proportionnelle" des SS-20 soviétiques basés en Asie; abaissement échelonné des limites globales applicables aux mêmes systèmes, dont, vraisemblablement, les missiles stockés aux États-Unis; réduction des euro-missiles à des niveaux plus bas et réduction proportionnée des SS-20 basés en Asie.

Reagan et Gorbatchev.

La dernière composante de cette proposition américaine traduit une autre difficulté à laquelle les États-Unis se heurtent dans les efforts qu'ils déploient pour négocier au nom de leurs alliés : de son côté, le Japon s'était déclaré hostile à un arrangement qui semblait passer outre à ses intérêts en matière de sécurité, et les alliés européens, pour leur part, se montraient peu enthousiastes pour un accord qui déboucherait sur l'élimination intégrale des GLCM et des Pershing II en Europe. Officieusement, on a cité deux raisons. La première concernait l'opinion publique : quelle serait la réaction de la population si l'on retirait des missiles qui venaient tout juste d'être installés aux termes d'un débat public âpre et prolongé dans la plupart des pays concernés de l'OTAN? L'autre, peut-être plus lourde de conséquences à long terme, tenait à la perception que la présence en Europe des missiles INF américains était essentielle pour maintenir la crédibilité de la garantie nucléaire donnée par les États-Unis à leurs alliés.

Manifestement, cette troisième composante de l'offre américaine (réduire le nombre de GLCM et de Pershing II sans toutefois les éliminer) faisait droit aux inquiétudes des Européens. Il semblait d'ailleurs, avant le sommet de Reykjavik, que les Soviétiques en avaient admis le